

Europe : les retombées de la pandémie freinent les activités économiques

La reprise attendue fait l'objet de fortes incertitudes, selon le rapport de l'ONU

New York, le 25 janvier — Les Nations Unies ont averti aujourd'hui que les conséquences socio-économiques dévastatrices de la pandémie de COVID-19 se feront ressentir pendant des années, à moins que des investissements intelligents ne soient consentis pour la résilience économique, sociétale et climatique afin de garantir une reprise robuste et durable de l'économie mondiale.

En 2020, l'économie mondiale a chuté de 4,3 %, soit plus de deux fois et demi la baisse enregistrée lors de la crise financière mondiale de 2009. D'après la dernière édition de *Situation et perspectives de l'économie mondiale*, la reprise modeste de 4,7 % prévue en 2021 parviendrait tout juste à contrebalancer les pertes de 2020.

Les économies des pays développés, dont la production devrait croître de 4 % en 2021, sont celles qui ont connu le pire déclin en 2020, avec une baisse de 5,6 % due à l'interruption des activités économiques et à une succession de vagues épidémiques. Un tel contexte augmente le risque de mesures d'austérité prématurées, qui torpilleraient tout simplement les efforts déployés à l'échelle mondiale en vue d'amorcer une reprise. Selon les estimations présentées dans le rapport, les pays en développement ont subi un recul moins brutal de 2,5 % et devraient enregistrer une remontée de 5,7 % en 2021. Néanmoins, le rapport indique que la contraction économique des pays en développement combinée à la chute des exportations et des taux de consommation locale, ainsi qu'à des niveaux élevés d'endettement public entraînera une forte hausse des taux de pauvreté.

L'Europe traverse une crise économique aux proportions historiques, caractérisée par un recul des économies du continent d'environ 7,8 % en 2020 des suites de la pandémie. Après un court répit, la situation s'est de nouveau dégradée en fin d'année avec la réintroduction de diverses mesures de confinement dans de nombreux pays de la région.

« Nous faisons face à la pire crise sanitaire et économique depuis 90 ans. Alors que nous déplorons l'augmentation du nombre de décès, nous ne devons pas oublier que les choix que nous faisons aujourd'hui détermineront notre avenir commun » a déclaré le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres.

« Nous devons investir dans un avenir inclusif et durable fondé sur des stratégies intelligentes, des investissements performants et un système multilatéral robuste et efficace plaçant l'humain au cœur de ses travaux socio-économiques. »

Le rapport souligne qu'une reprise durable au sortir de la pandémie dépendra non seulement de l'ampleur des mesures de relance et de la rapidité des campagnes de vaccination, mais également de la qualité et de l'efficacité de ces mesures pour développer une forme de résilience aux crises à venir.

L'Europe gravement touchée par la crise

« S'il est attendu que l'Europe retrouve une croissance positive de 5,2 % en 2021, puis de 2,6 % en 2022, ces perspectives reposent sur l'hypothèse que les nouvelles mesures de confinement prises au dernier trimestre 2020 permettront une nette amélioration de la situation sanitaire de la région » a souligné Hamid Rashid, Chef du Groupe de la veille économique mondiale du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, et auteur principal du rapport.

Cette prévision reste donc extrêmement hypothétique. Les principaux risques incluent une vague pandémique plus longue que prévu, qui entraînerait une contraction prolongée des activités économiques.

De surcroît, la région traverse d'autres difficultés antérieures à la pandémie, notamment liées aux futures relations entre l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni, ainsi qu'aux changements structurels qui ont déstabilisé l'industrie automobile de plusieurs pays.

Les pays les plus dépendants du tourisme ont été frappés de plein fouet

L'ampleur des retombées de la pandémie varie à travers le continent. La Belgique, la France, l'Italie et l'Espagne ont été particulièrement éprouvées au regard du nombre de cas et de victimes, ou encore du point de vue de la gravité de leur récession économique.

En revanche, en Allemagne, les retombées et la contraction économique qui en résulte demeurent certes importantes, mais sont plus limitées. La durée des confinements imposés, ainsi que le rôle et la part de l'industrie des services dans l'économie nationale ont en large partie été à l'origine des écarts entre les conséquences économiques dans les différents pays.

Les économies de l'Europe du Sud reposent généralement davantage sur l'industrie des services, et tout particulièrement sur le tourisme. De larges pans de l'économie ont ainsi été mis à l'arrêt en seulement quelques jours, tandis que le secteur du voyage — notamment l'hôtellerie, la restauration et les compagnies aériennes — s'est complètement effondré.

La crise a donné lieu à des mesures sans précédent

En réponse à la pandémie et à ses retombées, d'importantes mesures ont été adoptées. Sur le plan budgétaire, citons notamment des dispositifs de soutien aux revenus, des aides sous forme de liquidités ou des reports d'impôt. L'ampleur et la portée de ces mesures ont toutefois été conditionnées par la situation budgétaire de chaque pays au début de la crise. La pandémie a également forcé l'Union européenne à prendre des mesures budgétaires inédites.

L'UE a par exemple activé la clause dérogatoire du Pacte de stabilité et de croissance (PSC), et accepté la création d'une dette commune pour la première fois de son histoire. En parallèle, les banques centrales de la région ont également déployé d'importantes mesures de soutien. On retiendra par exemple le lancement d'un programme d'achats d'urgence face à la pandémie de la Banque centrale européenne, qui fait preuve d'une grande flexibilité en ce qui concerne ses échéances et les types d'actifs rachetés.

Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 | #WorldEconomyReport

Le rapport Situation et perspectives de l'économie mondiale 2021 est publié par le Département des affaires économiques et sociales (DESA) des Nations Unies en partenariat avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales de l'ONU. L'Organisation mondiale du tourisme a également contribué à sa réalisation. Pour plus d'informations, consultez : www.bit.ly/wespreport

Relations médias :

Devi Palanivelu, Département de la communication globale de l'ONU, palanivelu@un.org

Helen Rosengren, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, rosengrenh@un.org